

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/N/6/JPN/1
5 janvier 2001

(01-0035)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION AU TITRE DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES, DE L'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE ET DES RAISONS DE CETTE ACTION

JAPON

La Mission permanente du Japon a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 22 décembre 2000.

J'ai l'honneur de vous notifier l'ouverture d'une enquête en matière de sauvegarde au sujet des trois produits suivants:

1. "Tatami-omote"
2. "Ciboule"
3. "Champignons shiitake"

TATAMI-OMOTE

Conformément à l'article 12:1 a) de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes et compte tenu du mode de présentation adopté par le Comité des sauvegardes pour les notifications présentées au titre de l'Accord sur les sauvegardes (G/SG/N/6, février 1995), le gouvernement japonais notifie par la présente que les autorités compétentes ont ouvert une enquête en matière de sauvegarde.¹

1. Date d'ouverture de l'enquête

22 décembre 2000

2. Produit faisant l'objet de l'enquête

Tatami-Omote, tissé à partir de "*Juncus effusus*" ou de "*Cyperus tegetiformis*" pour la chaîne et à partir de fils pour la trame, relevant de la sous-position 4601.91.210 du Tarif douanier du Japon, fondé sur la nomenclature de la Convention internationale sur le système harmonisé de désignation et de codification des marchandises.

3. Principales raisons pour lesquelles l'enquête a été ouverte

Compte tenu des renseignements recueillis jusqu'à maintenant, le gouvernement japonais estime que les importations du produit visé ont augmenté de 140 pour cent entre 1997 et 2000, alors que la production nationale a chuté de 46 pour cent, le prix du produit national, de 20 pour cent et le revenu brut, de 57 pour cent, et il a constaté qu'il existe des éléments de preuve suffisants pour ouvrir une enquête.

4. Période visée par l'enquête

Du 1^{er} janvier 1996 au 31 décembre 2000

5. Résumé des objets de l'enquête

- 1) Des renseignements selon lesquels le produit faisant l'objet de l'enquête est importé en quantités tellement accrues, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale, en raison de l'évolution imprévue de la situation, dont une baisse du prix du produit dans un pays étranger.
 - a) Le rythme d'accroissement des importations du produit faisant l'objet de l'enquête.
 - b) L'accroissement en volume, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale, des importations du produit faisant l'objet de l'enquête.
 - c) Toutes autres questions auxquelles on peut se reporter pour constater un accroissement, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale, des importations du produit faisant l'objet de l'enquête.
- 2) Des renseignements selon lesquels les importations du produit faisant l'objet de l'enquête causent ou menacent de causer un dommage grave à la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents.

¹ Avis n° 435 du Ministère des finances, Avis n° 826 du Ministère du commerce international et de l'industrie.

- a) La part du marché intérieur absorbée par les importations accrues du produit faisant l'objet de l'enquête.
 - b) Les ventes sur le marché intérieur et la production nationale du produit faisant l'objet de l'enquête.
 - c) La productivité, l'utilisation de la capacité, les profits et pertes et l'emploi pour ce qui est de la branche de production nationale.
 - d) Tous autres facteurs pertinents de nature objective et quantifiable qui influent sur la situation de la branche de production nationale.
6. Délais fixés pour la présentation des éléments de preuve, etc.
- 1) Délai fixé pour la présentation des éléments de preuve ou témoignages²: 22 mars 2001
 - 2) Délai fixé pour la consultation des éléments de preuve, etc.³: 27 avril 2001
 - 3) Délai fixé pour présenter des vues⁴: 27 avril 2001
 - 4) Délai fixé pour la communication de renseignements⁵: 27 avril 2001
7. Autres questions concernant l'enquête
- 1) Les éléments de preuve, etc. devraient être adressés comme suit:
 - a) Division de la planification et des affaires juridiques, Direction des douanes et des tarifs douaniers, Ministère des finances
(À compter du 6 janvier 2001, Division de la politique tarifaire et des affaires juridiques, Direction des douanes et des tarifs douaniers, Ministère des finances)⁶
3-1-1, Kasumigaseki, Chiyoda-ku, Tokyo, 100-8490, JAPON

² Conformément à la première phrase du paragraphe 1 de l'article 4 du Décret interministériel concernant les droits exceptionnels (ci-après dénommé le "Décret interministériel") ou à la première phrase du paragraphe 1 de l'article 12 du Règlement applicable aux mesures d'urgence à prendre en cas d'accroissement des importations de marchandises (ci-après dénommé le "Règlement"). Les lois, réglementations et formalités administratives relatives aux mesures de sauvegarde du Japon sont reproduites dans le document G/SG/N/1/JPN/2 + Corr.1.

³ Conformément au paragraphe 1 de l'article 5 du Décret interministériel ou au paragraphe 1 de l'article 13 du Règlement.

⁴ Conformément au paragraphe 1 de l'article 6 du Décret interministériel ou au paragraphe 1 de l'article 14 du Règlement.

⁵ Conformément au paragraphe 1 de l'article 7 du Décret interministériel ou au paragraphe 1 de l'article 15 du Règlement.

⁶ Les appellations des autorités compétentes seront modifiées à compter du 6 janvier 2001 en raison d'une réorganisation du gouvernement.

- b) Bureau de la planification de la politique commerciale et des enquêtes, Direction de l'administration du commerce international, Ministère du commerce international et de l'industrie
(À compter du 6 janvier 2001, Division des licences commerciales, Conseil du commerce, Bureau de la coopération commerciale et économique, Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie
1-3-1, Kasumigaseki, Chiyoda-ku, Tokyo 100-8901, JAPON
- 2) Les éléments de preuve, témoignages ou tous autres renseignements présentés durant l'enquête, au Ministère des finances ou au Ministère du commerce international et de l'industrie seront réputés avoir été présentés aux deux Ministères.
- 3) Les éléments de preuve, etc. présentés dans une langue autre que le japonais doivent être accompagnés de la traduction en japonais.

CIBOULE

Conformément à l'article 12:1 a) de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes et compte tenu du mode de présentation adopté par le Comité des sauvegardes pour les notifications présentées au titre de l'Accord sur les sauvegardes (G/SG/N/6, février 1995), le gouvernement japonais notifie par la présente que les autorités compétentes ont ouvert une enquête en matière de sauvegarde.⁷

1. Date d'ouverture de l'enquête

22 décembre 2000

2. Produit faisant l'objet de l'enquête

Ciboule, à l'état frais ou réfrigéré, relevant de la sous-position 0703.90.000 du Tarif douanier du Japon, fondé sur la nomenclature de la Convention internationale sur le système harmonisé de désignation et de codification des marchandises.

Nom scientifique: "*Allium fistulosum* L."

3. Principales raisons pour lesquelles l'enquête a été ouverte

Compte tenu des renseignements recueillis jusqu'à maintenant, le gouvernement japonais a constaté que les importations du produit visé avaient augmenté de 811 pour cent entre 1997 et 1999 (exercice financier), alors que les livraisons intérieures ont diminué de 2 pour cent, le prix de gros, de 12 pour cent et le revenu brut, de 14 pour cent, que cette tendance s'est maintenue en 2000 (exercice financier) et qu'il existe des éléments de preuve suffisants pour ouvrir une enquête.

4. Période visée par l'enquête

Du 1^{er} janvier 1996 au 31 décembre 2000

5. Résumé des objets de l'enquête

- 1) Des renseignements selon lesquels le produit faisant l'objet de l'enquête est importé en quantités tellement accrues, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale, en raison

⁷ Avis n° 433 du Ministère des finances, Avis n° 824 du Ministère du commerce international et de l'industrie.

de l'évolution imprévue de la situation, dont une baisse du prix du produit dans un pays étranger.

- a) Le rythme d'accroissement des importations du produit faisant l'objet de l'enquête.
 - b) L'accroissement en volume, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale, des importations du produit faisant l'objet de l'enquête.
 - c) Toutes autres questions auxquelles on peut se reporter pour constater un accroissement, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale, des importations du produit faisant l'objet de l'enquête.
- 2) Des renseignements selon lesquels les importations du produit faisant l'objet de l'enquête causent ou menacent de causer un dommage grave à la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents.
- a) La part du marché intérieur absorbée par les importations accrues du produit faisant l'objet de l'enquête.
 - b) Les ventes sur le marché intérieur et la production nationale du produit faisant l'objet de l'enquête.
 - c) La productivité, l'utilisation de la capacité, les profits et pertes et l'emploi pour ce qui est de la branche de production nationale.
 - d) Tous autres facteurs pertinents de nature objective et quantifiable qui influent sur la situation de la branche de production nationale.
6. Délais fixés pour la présentation des éléments de preuve, etc.
- 1) Délai fixé pour la présentation des éléments de preuve ou témoignages⁸: 22 mars 2001
 - 2) Délai fixé pour la consultation des éléments de preuve, etc.⁹: 27 avril 2001
 - 3) Délai fixé pour présenter des vues¹⁰: 27 avril 2001
 - 4) Délai fixé pour la communication de renseignements¹¹: 27 avril 2001

⁸ Conformément à la première phrase du paragraphe 1 de l'article 4 du Décret interministériel concernant les droits exceptionnels (ci-après dénommé le "Décret interministériel") ou à la première phrase du paragraphe 1 de l'article 12 du Règlement applicable aux mesures d'urgence à prendre en cas d'accroissement des importations de marchandises (ci-après dénommé le "Règlement"). Les lois, réglementations et formalités administratives relatives aux mesures de sauvegarde du Japon sont reproduites dans le document G/SG/N/1/JPN/2 + Corr. 1.

⁹ Conformément au paragraphe 1 de l'article 5 du Décret interministériel ou au paragraphe 1 de l'article 13 du Règlement.

¹⁰ Conformément au paragraphe 1 de l'article 6 du Décret interministériel ou au paragraphe 1 de l'article 14 du Règlement.

¹¹ Conformément au paragraphe 1 de l'article 7 du Décret interministériel ou au paragraphe 1 de l'article 15 du Règlement.

7. Autres questions concernant l'enquête

1) Les éléments de preuve, etc. devraient être adressés comme suit:

- a) Division de la planification et des affaires juridiques, Direction des douanes et des tarifs douaniers, Ministère des finances
(À compter du 6 janvier 2001, Division de la politique tarifaire et des affaires juridiques, Direction des douanes et des tarifs douaniers, Ministère des finances)¹²
3-1-1, Kasumigaseki, Chiyoda-ku, Tokyo 100-8490, JAPON
- b) Bureau de la planification de la politique commerciale et des enquêtes, Direction de l'administration du commerce international, Ministère du commerce international et de l'industrie
(À compter du 6 janvier 2001, Division des licences commerciales, Conseil du commerce, Bureau de la coopération commerciale et économique, Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie)
1-3-1, Kasumigaseki, Chiyoda-ku, Tokyo 100-8901, JAPON

2) Les éléments de preuve, témoignages ou tous autres renseignements présentés, durant l'enquête, au Ministère des finances ou au Ministère du commerce international et de l'industrie seront réputés avoir été présentés aux deux Ministères.

3) Les éléments de preuve, etc. présentés dans une langue autre que le japonais doivent être accompagnés de la traduction en japonais.

CHAMPIGNONS SHIITAKE

Conformément à l'article 12:1 a) de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes et compte tenu du mode de présentation adopté par le Comité des sauvegardes pour les notifications présentées au titre de l'Accord sur les sauvegardes (G/SG/N/6, février 1995), le gouvernement japonais notifie par la présente que les autorités compétentes ont ouvert une enquête en matière de sauvegarde.¹³

1. Date d'ouverture de l'enquête

22 décembre 2000

2. Produit faisant l'objet de l'enquête

Carpophore des champignons shiitake, à l'état frais ou réfrigéré, relevant de la sous-position 0709.51.020 du Tarif douanier du Japon, fondé sur la nomenclature de la Convention internationale sur le système harmonisé de désignation et de codification des marchandises. Nom scientifique: "*Lentinus edodes* Sing. (Tricholomataceae)"

3. Principales raisons pour lesquelles l'enquête a été ouverte

Compte tenu des renseignements recueillis jusqu'à maintenant, le gouvernement japonais estime que les importations du produit visé ont augmenté de 64 pour cent entre 1997 et 2000, alors

¹² Les appellations des autorités compétentes seront modifiées à compter du 6 janvier 2001 en raison d'une réorganisation du gouvernement.

¹³ Avis n° 434 du Ministère des finances, Avis n° 825 du Ministère du commerce international et de l'industrie.

que les livraisons intérieures ont diminué de 10 pour cent, le prix de gros, de 11 pour cent, les revenus bruts, de 20 pour cent et les revenus nets, de 60 pour cent, et il a constaté qu'il existe des éléments de preuve suffisants pour ouvrir une enquête.

4. Période visée par l'enquête

Du 1^{er} janvier 1996 au 31 décembre 2000

5. Résumé des objets de l'enquête

1) Des renseignements selon lesquels le produit faisant l'objet de l'enquête est importé en quantités tellement accrues, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale, en raison de l'évolution imprévue de la situation, dont une baisse du prix du produit dans un pays étranger.

- a) Le rythme d'accroissement des importations du produit faisant l'objet de l'enquête.
- b) L'accroissement en volume, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale, des importations du produit faisant l'objet de l'enquête.
- c) Toutes autres questions auxquelles on peut se reporter pour constater un accroissement, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale, des importations du produit faisant l'objet de l'enquête.

2) Des renseignements selon lesquels les importations du produit faisant l'objet de l'enquête causent ou menacent de causer un dommage grave à la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents.

- a) La part du marché intérieur absorbée par les importations accrues du produit faisant l'objet de l'enquête.
- b) Les ventes sur le marché intérieur et la production nationale du produit faisant l'objet de l'enquête.
- c) La productivité, l'utilisation de la capacité, les profits et pertes et l'emploi pour ce qui est de la branche de production nationale.
- d) Tous autres facteurs pertinents de nature objective et quantifiable qui influent sur la situation de la branche de production nationale.

6. Délais fixés pour la présentation des éléments de preuve, etc.

1) Délai fixé pour la présentation des éléments de preuve ou témoignages¹⁴: 22 mars 2001

¹⁴ Conformément à la première phrase du paragraphe 1 de l'article 4 du Décret interministériel concernant les droits exceptionnels (ci-après dénommés le "Décret interministériel") ou à la première phrase du paragraphe 1 de l'article 12 du Règlement applicable aux mesures d'urgence à prendre en cas d'accroissement des importations de marchandises (ci-après dénommé le "Règlement"). Les lois, réglementations et formalités administratives relatives aux mesures de sauvegarde du Japon sont reproduites dans le document G/SG/N/1/JPN/2 + Corr.1.

2) Délai fixé pour la consultation des éléments de preuve, etc.¹⁵: 27 avril 2001

3) Délai fixé pour présenter des vues¹⁶: 27 avril 2001

4) Délai fixé pour la communication de renseignements¹⁷: 27 avril 2001

7. Autres questions concernant l'enquête

1) Les éléments de preuve, etc. devraient être adressés comme suit:

a) Division de la planification et des affaires juridiques, Direction des douanes et des tarifs douaniers, Ministère des finances
(À compter du 6 janvier 2001, Division de la politique tarifaire et des affaires juridiques, Direction des douanes et des tarifs douaniers, Ministère des finances)¹⁸
3-1-1, Kasumigaseki, Chiyoda-ku, Tokyo 100-8940, JAPON

b) Bureau de la planification de la politique commerciale et des enquêtes, Direction de l'administration du commerce international, Ministère du commerce international et de l'industrie
(À compter du 6 janvier 2001, Division des licences commerciales, Conseil du commerce, Bureau de la coopération commerciale et économique, Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie)
1-3-1, Kasumigaseki, Chiyoda-ku, Tokyo 100-8901, JAPON

2) Les éléments de preuve, témoignages ou tous autres renseignements présentés durant l'enquête, au Ministère des finances ou au Ministère du commerce international et de l'industrie seront réputés avoir été présentés aux deux Ministères.

3) Les éléments de preuve, etc. présentés dans une langue autre que le japonais doivent être accompagnés de la traduction en japonais.

¹⁵ Conformément au paragraphe 1 de l'article 5 du Décret interministériel ou au paragraphe 1 de l'article 13 du Règlement.

¹⁶ Conformément au paragraphe 1 de l'article 6 du Décret interministériel ou au paragraphe 1 de l'article 14 du Règlement.

¹⁷ Conformément au paragraphe 1 de l'article 7 du Décret interministériel ou au paragraphe 1 de l'article 15 du Règlement.

¹⁸ Les appellations des autorités compétentes seront modifiées à compter du 6 janvier 2001 en raison d'une réorganisation du gouvernement.